

22^e Rencontres Internationales de Jeunes

145 €

La jeunesse en lutte... pour changer de société!

Un camp international et autogéré de jeunes révolutionnaires

Le mouvement lycéen en cours a surpris tout le monde par sa durée (plus de trois mois), sa massivité (manifestations de centaines de milliers de lycéens) et sa radicalité (jusqu'à 480 lycées occupés ou bloqués).

Il a déjà soulevé un tas de questions politiques majeures: auto-organisation de la lutte, liaison avec les profs mobilisés, lien entre les politiques éducatives et la Constitution, répression contre les mouvements sociaux, matraquage idéologique contre les « racistes anti-blancs des banlieues »... Autant de questions qui restent à débattre et à approfondir.

Ce mouvement est aussi le révélateur d'un autre phénomène: l'émergence d'une nouvelle génération prête à en découdre avec ceux qui nous dirigent. Ceux qui battent le pavé depuis 3 mois contre Fillon et Chirac sont les mêmes qui ont manifesté contre Le Pen en 2002, contre la guerre en Irak, qui ont vu leurs profs faire grève en Mai-Juin 2003...

On le constate partout autour de nous, parmi ceux avec qui nous militons tous les jours, avec qui nous bloquons nos bahuts, avec qui nous construisons les coordinations...

Parmi ceux-là, beaucoup ont un réel besoin de discussions politiques, sur tous les sujets qui touchent les jeunes: éducation, guerre, mondialisation, ordre moral... moyens d'action.

Aujourd'hui, et sur la base de notre action dans le mouvement, beaucoup de jeunes nous contactent, et sont prêts à s'organiser avec nous pour lutter.

En fait, ces luttes de la jeunesse se retrouvent dans tous les pays d'Europe (et même plus loin), et posent partout la question d'en finir avec ce système.

C'est pour ça que cette année, des centaines de jeunes de nombreux pays se retrouveront la dernière semaine de juillet dans le sud de la France, pour échanger leurs expériences de luttes, discuter des perspectives, et faire la fête.

Il s'agit d'un camp de jeunes, organisé par les JCR et tous les jeunes qui sont à la LCR, et avec des camarades des autres sections de la 4^e Internationale.

C'est un camp autogéré, où tout est discuté et pris en charge collectivement: nettoyage, bar... On essaye d'y mettre en pratique nos idées (dans les limites d'un camp d'une semaine), et de vivre une semaine sans racisme, sexisme, homophobie...

Il y a des forums, en plénier, sur les grands axes de la situation politique, et sur nos réponses: des ateliers, en plus petits groupes, sur des aspects plus précis, avec des exemples des luttes que nous menons; des formations sur les bases de notre courant politique, sur l'histoire des révolutions; des fêtes tous les soirs...

Les débats sont organisés avec des participants de tous les pays... et des traductions. L'idée générale étant de discuter de tous les aspects de la situation internationale, des attaques des classes dominantes, des luttes des opprimés à travers le monde, et aussi de la société que nous voulons construire et des moyens pour y arriver.



Extraits du programme des 22^e RIJ

SAMEDI 23 juillet

MEETING D'OUVERTURE: Mouvement lycéen, Constitution Européenne, G8.

DIMANCHE 24 juillet

FORUM: Mondialisation, guerre (Irak, Palestine...), racisme, mouvement anti-guerre.
ATELIERS: Guerre.
ATELIERS: Racisme.
FORMATION: Impérialisme et luttes de libération nationale.

LUNDI 25 juillet

FORUM: Attaques sociales, mouvement altermondialiste, rôle de la jeunesse: étudiants, jeunes travailleurs...

ATELIERS: Luttes sociales de la jeunesse.
FORMATION: La jeunesse et la classe ouvrière aujourd'hui.

MARDI 26 juillet

FORUM: La recherche du profit maximum, contre la nature et la culture, luttes écologiques (OGM)...
ATELIERS: Écologie / culture.

MERCREDI 27 juillet

FORUM: Oppression des femmes et des LGBT: un ennemi, le capitalisme.
ATELIERS: Femmes.
ATELIERS: LGBT.
FORMATION: L'oppression spécifique des femmes.

JEUDI 28 juillet

FORUM: Faire converger les luttes contre le capitalisme (ex. de l'Afrique, des luttes des sans-papiers, contre la répression...)
ATELIERS: Capitalisme global, lutte globale.
FORMATION: Parti et mouvement social.

VENREDI 29 juillet

FORUM: Le capitalisme produit des crises (ex. de l'Argentine), mais un autre monde est possible: le socialisme.
ATELIERS: Comment changer le monde?
FORMATION: Peut-on changer le monde sans prendre le pouvoir?

Gabriel, [Nanterre]



3 jours pour changer le monde...

En 2005, nous nous battons sur tous les fronts: lycéens en lutte contre la loi Fillon bien sûr, mais aussi lutte contre les occupations militaires, contre le racisme républicain, contre la répression des mouvements sociaux et la criminalisation des pauvres et des jeunes, contre le sexisme, l'homophobie, contre toutes les oppressions et inégalités. Depuis 3 ans, les mouvements sociaux se succèdent contre le gouvernement Raffarin et sa politique au service du MEDEF: pions, profs, intermittents, chômeurs, étudiants, chercheurs, lycéens et maintenant des salariés de carrefour, de Citroën... nous sommes des millions à nous être mobilisés et à continuer de lutter.

Les JCR veulent organiser à Jussieu fin juin, 3 jours de débat pour changer le monde, qui nous serviront à tirer le bilan de toutes les luttes auxquelles nous avons participé, pour préparer les prochains combats à mener contre le système et les gouvernements. Ce sera aussi l'occasion de débattre sur les questions qui nous sont le plus souvent posées: comment gagner contre le gouverne-

ment? La nature humaine est-elle fondamentalement égoïste? Les travailleurs peuvent-ils diriger le monde? Comment lutter contre le racisme? une révolution est-elle nécessairement violente? Faut-il détruire la Ve République? Pourquoi construire un parti révolutionnaire? autant de questions auxquelles nous devons répondre si nous voulons construire une alternative face aux Chirac, Blair et à tous les partis qui ont mené 20 ans de politiques antisociales.

Cependant, l'Université Paris 6 refuse de nous prêter une salle pour débattre, comme elle l'avait fait l'année dernière. Ceci montre bien la volonté d'empêcher toute discussion et de réprimer les initiatives « dangereuses ».

Nous n'allons pas nous laisser faire! Nous organiserons des journées de débats fin juin. Pour plus de détail, prenez contact avec les JCR ou bien demandez à un militant!

Adrien, [Sorbonne]



12 MAI Grève dans l'éducation
16 MAI Grève interprofessionnelle
29 MAI Référendum et manif le soir

NON

à la Constitution au gouvernement à Chirac

Le plan Grand Moyen-Orient p. 4
Dossier: Répression policière p. 6
Constitution p. 9

Je veux m'inscrire pour les RIJ. Je verse euros d'arrhes (20 euros minimum, à l'ordre de APEIJ)
 Je veux plus d'informations sur les RIJ

Nom:
Prénom:
Adresse:
Tél.: Âge:
e-mail:

À renvoyer à:
JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Du 23 au 31 juillet
À Barbaste (près d'Agen)
Inscris-toi dès maintenant!
Il suffit d'envoyer 20 euros d'arrhes (à l'ordre d'APEIJ)
aux JCR, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.

Toulouse : en attente d'un relais national

La mobilisation des lycéens contre la loi Fillon et plus généralement contre la marchandisation de l'éducation n'est pas restée sans échos sur les universités toulousaines. Le 6 avril, après plus d'un mois d'information sur les textes de loi, le comité de mobilisation de la fac de science de Rangueil (SUD Étudiant, AGET-FSE, étudiants non syndiqués) a organisé le blocage du campus. Cette action a permis de réunir un millier de personnes en assemblée générale (AG) pour débattre de la Loi d'orientation et de programmation pour la recherche et l'innovation (LOPRI).



Le 10 avril, c'est l'université du Mirail (fac de sciences humaines) qui est à son tour bloquée. L'AG a rassemblé 1 200 étudiants et étudiantes qui se sont prononcés pour le retrait de la LOPRI, l'abrogation de la loi Fillon, l'abrogation des ECTS/LMD et davantage de postes aux concours de l'enseignement. Jeudi 12 avril, suite aux blocages des deux universités et de plusieurs lycées, 5 000 lycéens et étudiants ont manifesté dans les rues toulousaines.

À présent, la poursuite du mouvement dépend de la situation nationale, une grande journée de mobilisation est prévue mardi 10 mai. Cette journée doit marquer le début d'un grand mouvement dans les universités contre la marchandisation de l'éducation et la casse des diplômés.

Correspondant,
[Toulouse]

Mouvement lycéen

Les lycéens s'élèvent contre la loi Fillon qui détériore l'Éducation. Les premières manifestations, pourtant massives, n'ont pas fait céder le gouvernement. Fillon fit passer la loi en procédure d'urgence, ce qui explique que le Conseil constitutionnel ait censuré 2 articles de cette loi mal fichue : elle a été faite à la va-vite. Fillon a malgré tout réaffirmé son intention d'appliquer intégralement la loi. Cette surdité que les lycéens rencontrent depuis le début amène à s'interroger : le rôle du mouvement lycéen est-il de manifester contre la loi Fillon ? Tandis que des lycéens renoncent, d'autres font des actions utiles mais trop minoritaires comme occuper le ministère de l'Éducation. Bloquer nos lycées pour les manifestations permet de mobiliser plus de monde.

Le gouvernement peut abroger cette loi,

comme ça a été fait en 86, mais il ne veut pas. Les grèves lycéennes peinent à faire céder ce gouvernement capitaliste car elles ne bloquent pas l'économie. Les lycéens sont trop peu nombreux pour faire face à la répression (coups, arrestations etc.). Les travailleurs produisent des richesses, sont plus nombreux et ont l'expérience des luttes collectives. Les lycéens et les travailleurs pourront s'unir pour lutter tous ensemble.

La coordination lycéenne et des syndicats d'enseignants appellent à manifester les 12 et 16 mai. Le mouvement lycéen doit amplifier la mobilisation sur les bahuts, car descendre massivement dans la rue permet d'emmener toute la population pour virer le gouvernement.

Zamo, [Lycée Paul Bert]

Soutien au peuple Togolais !

Il s'étaient un millier à défiler le 1er mai à Paris, scandant : « Chirac Jacques, laissez-nous tranquille, au Togo », « Chirac génocidaire ». Nous avons interviewé Antoine Kouevi de la convention démocratique des peuples d'Afrique.

RED : Pourquoi êtes-vous dans la rue ce premier mai ?

Nous sommes ici pour aller à la rencontre de la population française, pour l'informer de la situation politique au Togo. Nous avons l'impression que la France agit au nom de sa population, mais au-dessus de sa tête. Nous voulons nous mêler à la classe ouvrière, pour que les travailleurs français sachent ce que la France fait en leur nom.

RED : Barnier a déclaré qu'il n'y aurait pas d'intervention française au Togo. Quel est le rôle de la France, de Chirac, dans le soutien à la dictature togolaise ?

La France a colonisé le Togo, jusqu'à l'indépendance le 27 avril 1960. Le premier président de la République a été

Sylvanus Olympio, élu démocratiquement en 1958, au cours d'une élection supervisée par l'ONU. Le premier coup d'état en Afrique a eu lieu au Togo, en 1963. Eyadema (ancien de la coloniale, vétéran de l'Indochine et de l'Algérie) tue de ses propres mains Olympio, le tout avec la bénédiction, l'implication et le soutien de la France.

Depuis, le clan Eyadema a pris le peuple togolais en otage avec l'appui de tous les dirigeants français qui se sont succédés. Jacques Chirac est allé jusqu'à le qualifier d'« ami personnel et ami de la France ».

RED : Comment soutenir le peuple togolais en lutte ?

Le téléphone, Internet ont été coupés, les gens ne peuvent communiquer entre eux, ils ne sont pas au courant de la contestation. Nous diffusons le maximum d'info au peuple togolais, comme l'international n'est pas coupé, la diaspora appelle les gens pour qu'ils soient informés, qu'ils puissent s'organiser.

Propos recueillis par Adrien,
[Sorbonne]

Après le 29 mai, on continue !

Retrouvons-nous dans les rues dès 22 h le 29, montons un front de désobéissance sociale, seule manière d'obtenir le départ de Chirac. C'est parce que nous aurons construit dans le courant du mois de mai que nous préparerons l'après 29 mai : en organisant la convergence, en s'appuyant sur la journée d'action dans l'éducation du 12 et sur la grève interprofessionnelle du 16 mai. Le test du Gard, où les salariés ont refusé de travailler, malgré les ordres du gouvernement, doit nous inspirer, le 16 mai sera la répétition générale : même le patronat ne s'y est pas trompé, de plus en plus d'entreprises ont décidé de ne pas risquer une grève qui pourrait devenir recon-

Adrien, [Sorbonne]

Mobilisation contre la réforme LMD Jussieu frémit...

Plusieurs universités se sont mobilisées contre la réforme LMD (Nancy, Lille, Toulouse, Créteil...), mais d'autres semblent totalement endormies après la défaite du mouvement de l'automne 2003. Le campus de Jussieu semble le cœur de cette situation. Une des deux universités, paris 6, est passée au LMD, avec une augmentation de la sélection et de la charge de travail. Autre, Paris 7, passera l'an prochain, et on prévoit des fermetures de filières, la transformation de certaines élites, et une réduction de moyen.

Sur ces deux universités, où les mobilisations massives sont très rares, cela commence à bouger. Les étudiants d'ethnologie sont mobilisés contre la suppression de leur filière, et un ras-le-bol existe dans de nombreuses autres filières (bio, psycho...). Pour la plupart des étudiants, les problèmes semblent très spécifiques à telle ou telle filière, mais ils sont en réalité

Antoine, [Jussieu]



Procès d'une des tortionnaires d'Abou Ghraïb

Souvenons-nous, c'était il y a un an. Le monde découvrait, avec la publication de photos prises par les soldats US, les tortures quotidiennes infligées aux prisonniers irakiens à Abou Ghraïb. Pyramides d'hommes nus, prisonniers tenus en laisse, violences et coups... La démocratie à l'américaine éclatait au grand jour. Et depuis ?

Depuis quelques procès ont eu lieu, mettant en cause des soldats US identifiés grâce aux photos. L'un d'entre eux, Charles Graner, a écopé de 10 ans de prison. Lyndie England (photo), une des tortionnaires d'Abou Ghraïb, a décidé début mai de plaider coupable lors de son procès.

tous liés au passage au LMD et aux réductions budgétaires.

Un comité de lutte « inter-filières » s'est mis en place à l'initiative des militants de l'Unef de la tendance « Tous ensemble ». Des interventions en amphis et des distributions de tracts sont prévues dans plusieurs filières. L'objectif est d'organiser des réunions filière par filière, pour informer les étudiants et les convaincre de la nécessité de se mobiliser, et de participer à notre échelle au mouvement social contre le gouvernement, en particulier aux journées du 12 et du 16 mai.

Bien sûr, la direction du syndicat ne nous soutient aucunement pour l'instant. Mais c'est comme ça, filière par filière, en s'appuyant sur les mobilisations des autres secteurs en lutte, que nous construirons la grève générale contre ce gouvernement.

Le scandale des « tournantes »

Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique
Par Laurent Mucchielli

« C'était donc fin 2000-début 2001, au moment où la campagne électorale nationale commençait vraiment (avec le « premier round » constitué par les élections municipales), sur fond d'une montée continue du thème de « l'insécurité » liée aux « jeunes des cités ». Soudain, un sujet nouveau est apparu dans les médias : les viols collectifs, rebaptisés « tournantes ». Que s'est-il passé ? »

Consensus médiatique

Ainsi s'ouvre le nouveau livre de Laurent Mucchielli, chercheur au CNRS et enseignant à l'Université Versailles-Saint-Quentin. Il revient tout d'abord sur le traitement médiatique du phénomène des « tournantes ». Il démontre l'existence d'un large consensus dans le traitement du phénomène, qui s'est essentiellement appuyé au départ sur un film, *La Sqale*, et sur un livre, *Dans l'enfer des tournantes* de Samira Bellil, icône du mouvement Ni Putes Ni Soumises.

En généralisant quelques exemples soigneusement choisis, les médias expliquent

que les viols collectifs seraient un phénomène nouveau, ou tout du moins en pleine recrudescence, et se concentreraient quasi exclusivement dans les zones à forte concentration de population étrangère. Ils seraient commis par des « jeunes des cités », influencés par l'Islam, et les victimes seraient principalement des filles maghrébines qui seraient punies pour leurs mœurs libérales.

Contre-enquête

C'est principalement à ces « thèses » que l'auteur s'attaque, non en niant l'existence de viols collectifs ni en relativisant la violence.

Avec les seuls chiffres disponibles (Police, Justice et enquêtes sociologiques), il démontre qu'il n'y a pas d'augmentation du nombre de viols collectifs au cours des 20 dernières années. En comparant les auteurs de viols collectifs dans les années soixante et de nos jours, il montre que leur point commun n'est pas la couleur de la peau ou les « origines », mais la position sociale, la trajectoire scolaire et le lieu de résidence, détruisant toute idée de « spécificité culturelle » des coupables. Il montre que les viols collectifs mettant

en cause des pompiers, des flics ou des jeunes de la campagne sont très peu mis en avant par les médias.

Il rappelle enfin que « la très grande majorité des victimes sont de type européen et ne sont donc pas des jeunes filles d'origine maghrébine qui seraient « punies » pour leur comportement « occidentalisé » ».

Dérives

Le but de Mucchielli n'est pas de disculper les auteurs ou de justifier leurs actes.

Il s'attache à pointer du doigt au moins deux dérives : se concentrer sur quelques « affaires » sans chercher à élaborer sur les causes réelles du phénomène des viols collectifs, et à les mettre en lien avec la question plus générale de la lutte contre la violence faites aux femmes, pense-t-on vraiment rendre service aux femmes et au mouvement féministe ?

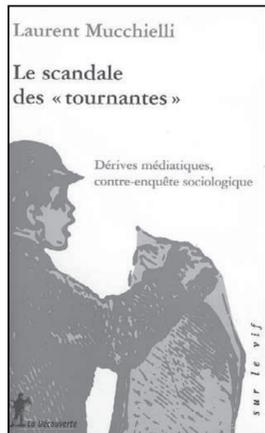
Et surtout, n'est-ce pas faire le jeu des racistes, xénophobes et islamophobes que de stigmatiser toute une catégorie de la population (les jeunes d'origine maghrébine) en mettant en avant des arguments « ethniques » et « culturels » ? Mucchielli dénonce le traitement médiatique des

– est passionnante : remise en cause du pouvoir du patron, lutte collective, auto organisation et autogestion : toutes les décisions sont prises par vote de l'ensemble des salariés : niveau des salaires, quantité et mode de production... De plus cette lutte n'était pas gagnée d'avance, et il est très émouvant de voir le découragement ou l'enthousiasme des ouvriers qui la mènent, et pour qui est le seul espoir de s'en sortir.

Sale époque pour les syndicalistes

Si vous êtes télévotés vous rappelez peut-être qu'il y a un an, les intermittents du spectacle ont interrompu le direct de la star academy pour s'adresser à la population afin qu'enfin leurs voix soient entendues. Ce que vous ne savez peut-être pas c'est pendant que les professionnels du spectacle étaient sur le plateau d'autres se faisaient tabasser par les vigiles d'Endemol à l'extérieur. Pour avoir voulu interrompre la grand-messe de TFI des militants syndicaux ont été frappés, entraînés au sol et insultés.

Suite à cette violente altercation, 4 intermittents ont décidé de porter plainte pour coup et blessures. Bien mal leur en a pris.



« tournantes » comme faisant partie des « nouveaux habits de la xénophobie ».

Le climat actuel de diabolisation des immigrés et des musulmans donne toute sa valeur à cette contre-enquête courageuse et salubre.

Julien, [Tolbiac]

Le scandale des « tournantes »
L. Mucchielli
Éditions La Découverte
194 pages, 6,40 euros

Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Correspondant, [Nanterre]

Abonnez-vous !
Prenez contact !

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France près d'Agén)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total : euros
Chèque à l'ordre de APEJ

Je veux commander :
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Téléphone
E-mail

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Mai 68

Le pouvoir à portée de main

Souvent, Mai 68 est présenté comme un conflit de génération qui est allé très loin, et on ne nous en montre que les manifestations et les barricades étudiantes. Pourtant, Mai 68 a été bien plus profond, bien plus dangereux pour ceux qui nous dirigent, quelque chose qui ressemble aussi par certains aspects à la situation actuelle. Nous sommes alors dans une période de contestation à l'échelle internationale, avec la guerre du Vietnam, le Printemps de Prague, les mobilisations des étudiants mexicains ou des noirs américains.

Mai 68 en France, c'est aussi et surtout une grève générale touchant 10 millions de travailleurs, une contestation du gouvernement à un tel point que le pouvoir qui n'existe plus pendant plusieurs jours.

La montée de la contestation des jeunes

Le 13 février, une manifestation européenne contre la guerre du Vietnam rassemble à Berlin plusieurs dizaines de milliers de personnes. En mars, se développent des grèves ouvrières dans la métallurgie, l'aéronautique, les banques. En janvier, des confrontations ont lieu à la fac de Nanterre entre les étudiants d'une part et l'administration et la police d'autre part. Au mois d'avril, des confrontations avec l'extrême droite se multiplient. Suite à une action et des arrestations, l'administration de la fac est occupée le 22 mars. Le 2 mai, le doyen ferme Nanterre. Le 3 mai, un meeting est organisé à la Sorbonne con-

de petits-bourgeois et quelques jeunes de milieux ouvriers. Ils ont donc des petits boulots pour financer leurs études, des problèmes financiers, des problèmes de logement, etc. Face à cette évolution sociale, se trouve un système ultra-hiérarchisé, ultra-autoritaire et réactionnaire dans les universités et la vie quotidienne.

Dans le même temps, une radicalisation a lieu dans les organisations comme l'Unef ou l'Union des étudiants communistes (UEC). De celle-ci sont exclus les militants qui refusent un alignement du PCF sur le PS de l'époque, la SFIO. Ils montent la Jeunesse communiste révolutionnaire...

Pour résumer, on est dans une situation de ras-le-bol des jeunes contre une société très encadrée, alors que, dans de nombreux pays (Vietnam, Algérie, Chine, Cuba...), des luttes montrent d'autres voies.

La montée ouvrière

La CGT, le CFTD, FO, l'UNEF et le SNESUP appellent à une journée de grève générale pour le 13 mai, contre la répression. Sentant que le malaise est plus profond qu'une simple contestation étudiante, le gouvernement tente de désamorcer le mouvement en rouvrant la Sorbonne et Nanterre et en libérant les prisonniers. Trop tard ! Il y a 800 000 manifestants à Paris, 60 000 à Lyon, 50 000 à Toulouse, Marseille et Bordeaux. Le 14 mai, des grèves et des occupations d'usines (et même des patrons séquestrés) commencent dans l'aéronautique et s'étendent jusqu'au 16 à Renault Cléon, Flins, Le Mans, Billancourt...). L'aéronautique et la métallurgie entraînent toute la classe ouvrière. Il y a 200 000 grévistes le 17, deux millions le 18, quatre millions le 20, huit le 22 mai.

La raison de la mobilisation ouvrière

Huit millions de travailleurs ne se mobilisent pas seulement par solidarité avec les étudiants. Ils le font pour plusieurs raisons. Les salaires n'ont augmenté que de 5 % entre 62 et 68, alors qu'ils avaient augmenté de 27 % entre 59 et 62. Résultat, ils accusent un retard de 12 % sur l'augmentation des prix. Cette crise du porte-monnaie se conjugue à une augmentation des cadences de travail et à une très bonne situation économique... pour le patronat. Les travailleurs ont de plus confiance en leur propre force, du fait de victoires dans les années précédentes sur les salaires et la quatrième semaine de congés payés.

La mobilisation se transforme donc et prend une double nature: revendicative (revendications salariales notamment) et politique (une grève de 8 millions de travailleurs, avec des occupations d'usines et économique). L'affrontement avec le patronat et le pouvoir de De Gaulle s'approfondit de jour en jour.

Le sommet de la crise

Pendant deux jours, les 29 et 30 mai, De Gaulle disparaît, on saura plus tard qu'il s'est réfugié en Allemagne avec l'armée. Il paraît totalement incapable de répondre à la crise et, surtout, il semble qu'il n'y a

plus de pouvoir en France. Les mobilisations des étudiants proposent aux travailleurs de prendre le pouvoir, des jonctions se font entre étudiants et ouvriers.

On est dans une situation pratiquement révolutionnaire si on suit la définition de Lénine: « ceux d'en haut ne peuvent plus diriger, ceux d'en bas ne veulent plus être dirigés ». Pourtant, la classe dominante va emporter la victoire, avec l'aide des directions réformistes.

La sortie de crise

La direction de la CGT tente d'apaiser le mouvement par les accords de Grenelle négociés avec le gouvernement et le patronat, qui donnent de larges augmentations de salaires (qui seront compensées par l'inflation en peu d'années), mais espèrent faire disparaître la contestation politique. Ces accords sont refusés par les travailleurs. La CGT est forcée de continuer à soutenir le mouvement.

Le 27 mai, la deuxième phase de la contre-offensive commence: un meeting est organisé au stade Charléty par l'UNEF. L'objectif est de présenter un « débouché politique » au mouvement, de faire rentrer la contestation dans le cadre du système, en proposant les candidatures de François Mitterrand et Pierre Mendès-France aux élections.

Le 30 mai, l'Assemblée nationale est dissoute par De Gaulle, ce qui entraîne de nouvelles élections. Pour les directions du PCF et de la CGT, toutes les forces sont mobilisées pour expliquer aux travailleurs qu'il faut retourner travailler, car on a obtenu une victoire avec les accords de Grenelle et qu'il faut rentrer dans le « jeu démocratique » électoral. Le poids et la légitimité de ces appareils sont tel qu'ils y parviennent. Le résultat, c'est une victoire écrasante de De Gaulle, qui obtient 358 sièges sur 465.

Le 12 juin, toutes les organisations d'extrême gauche sont dissoutes (dont la JCR, qui deviendra la Ligue communiste puis la Ligue communiste révolutionnaire, avant la recréation DES JCR en 1979, et Voix ouvrière, qui deviendra Lutte ouvrière...).

Quelques leçons

La première leçon pour nous est le rôle que peut avoir la jeunesse dans l'histoire. Celle-ci n'a pas été à l'origine de la grève générale de 68, mais elle en a été le déclencheur, car elle a pris des initiatives, notamment en direction de la classe ouvrière, qu'elle était plus indépendante des appareils réformistes, plus radicale... Quand on voit le rôle qu'a pu jouer dans une certaine mesure le mouvement lycéen dans la dernière période, ce rôle se confirme.

La deuxième leçon est la plus décisive. En Mai 68, le pouvoir était à portée



de la main des travailleurs. Pour gagner, il aurait fallu qu'un parti propose aux travailleurs de ne pas suivre la voie des urnes et de continuer la lutte, et qu'il ait suffisamment de légitimité pour que son appel soit suivi. Les occupations d'usines et le refus d'une solution dans le cadre des institutions auraient alors permis une prise du pouvoir par les travailleurs.

Malheureusement, les organisations révolutionnaires n'ont pas eu la capacité de voler la vedette aux réformistes, malgré leur influence importante dans la jeunesse. Cela a eu deux conséquences. La première au sein du mouvement: dans le Nord-Pas-de-Calais par exemple, seuls 14 % des comités de grève étaient élus, 23 % comprenaient des non-syndiqués et 2 % étaient révocables par les grévistes. Cela signifie que la majorité des travailleurs n'a pas pu prendre en main le mouvement, qu'il est resté aux mains des directions syndicales. Cela limitait les possibilités de déborder les directions réformistes.

La deuxième conséquence, c'est que les réformistes ont pu ramener, petit à petit, les travailleurs dans le jeu institutionnel. Face aux propositions de compromis dans le cadre du système par le patronat qu'étaient les accords de Grenelle, et face aux manœuvres électorales, il aurait fallu prendre des initiatives, pousser à une organisation toujours plus importante à la base, élargir le mouvement à l'ensemble des travailleurs et proposer des mots d'ordre politique de rejet de cette société. Au lieu de ça, les directions réformistes ont relayé les propositions de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, et ont permis qu'elles s'appliquent.

Dans cette période de grèves régulières, de refus par les directions réformistes de construire les mobilisations, il n'y a pas trente-six solutions: les seuls qui veulent construire réellement, jusqu'au bout, les luttes pour nos droits, ce sont ceux qui ne veulent rien sauver dans ce système. Ce sont les révolutionnaires!

Antoine, [Jussieu]



8 mai 1945: vous avez dit « liberté » ?

« Le 8 mai 1945, la République révèle ses paradoxes: le jour même où les Français fêtent la capitulation nazie, une répression inouïe s'abat sur les colonisés algériens du Nord-Constantinois: des milliers de morts. Le 8 mai prochain, 60e anniversaire de ce massacre, poursuivons le combat anticolonial par la première Marche des indigènes de la République! »

Ainsi se clôt l'appel des indigènes de la République, initié par des « descendants d'esclaves et de déportés africains, filles et fils de colonisés et d'immigrés, Français et non-Français vivants en France, militan-

que la population de France métropolitaine défilait dans toutes les rues pour célébrer la capitulation nazie, les armées coloniales françaises commettaient un véritable massacre. Dans le Constantinois, des milliers d'Algériens manifestent pour revendiquer leur droit à l'indépendance. À Sétif, lorsqu'un jeune homme refuse de ranger son drapeau algérien, les Français font feu et le tuent, ainsi que le maire de la ville qui tentait de s'interposer. C'est le début d'un véritable massacre. À Sétif, mais aussi à Guelma, une répression sauvage s'abat sur la population qui se soulève contre l'occupant français. Certains historiens estiment que ce sont plusieurs dizaines de milliers



Généraux français venus superviser les massacres à Sétif

tes et militants engagés dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la République post-coloniale » et signé, entre autres par les JCR. Cette initiative antiraciste et anticolonialiste, attaquée de toutes parts, a en fait le mérite de taper là où ça fait très mal en dénonçant entre autres l'occultation du passé colonial de la France. D'où l'appel à une initiative le 8 mai.

Car le rappel historique au sujet du 8 mai 45 est salutaire. On « oublie » de nous apprendre à l'école que ce jour-là, pendant

Julien, [Tolbiac]

Le 17 mai prochain: journée mondiale contre l'homophobie

Le 17 mai, cela fera seulement 15 ans pour que l'Organisation Mondiale de la Santé a supprimé l'homosexualité de sa liste des maladies mentales, à l'initiative de Louis-Georges Tin, directeur du Dictionnaire de l'homophobie (PUF 2003) et de l'International Lesbian and Gay Association, un appel à une journée mondiale contre l'homophobie a été lancé. Plus d'une trentaine de pays y participeront: la Corée du Sud, l'Inde, l'Ouganda, le Liban, le Canada, le Venezuela, la Bulgarie... Une pétition internationale pour la reconnaissance officielle de cette journée est accessible sur le site www.ilga.org.

Au niveau international, l'Association européenne pour la Défense des Droits de l'Homme, le Parti Vert Européen, la Coalition of African Lesbians, le World Congress of LGBT Jews, l'International Gay and Lesbian Human Rights Commission... participent à la journée.

Laetitia, [Tolbiac]

d'Algériens qui seront tués en quelques semaines. La France parle de 1 500 morts.

Cherchez bien dans vos livres et dans vos cours d'Histoire... Rien, ou presque. À l'heure où le gouvernement français veut rétablir l'enseignement du « rôle positif » de la France dans ses colonies (loi adoptée le 23 février dernier), souvenons-nous que « 8 mai » ne rime pas avec liberté et indépendance pour les peuples opprimés par le colonialisme. Bien au contraire.

Le mois de mai sera chaud!

Malgré les difficultés, les lycéens continuent à se mobiliser dans de nombreuses villes. Les étudiants de Nancy, en grève pendant trois semaines, ont empêché des suppressions de filières liées à la réforme LMD; à Toulouse, le Mirail et Rangueil ont été en grève jusqu'aux vacances, des blocages sont prévus pour la rentrée, le 9 mai; la fac de St Denis a été fermée pendant la semaine précédant les vacances par l'administration qui craignait l'extension du mouvement des anthropologues en grève depuis un mois, là aussi, des AG d'étudiants, de profs et de personnels se tiendront à la rentrée.

Les urgentistes, les salariés de Carrefour, de Citroën, de la SNCF, ont montré qu'il était possible de se mobiliser et de gagner contre le patronat et le gouvernement.

Le 12 mai, la coordination nationale des lycéens appelle à une manifestation nationale de toute l'éducation: lycéens, profs, personnels et étudiants sont appelés à se mettre en grève et à se retrouver dans la rue pour le retrait de la loi Fillon, des moyens et contre la répression dont sont victimes les lycéens en lutte (240 interpellations à Paris entre le 12 et le 20 avril).

Le 16 mai, de plus en plus de syndicats appellent à une grève interprofessionnelle contre le gouvernement qui veut faire travailler gratis les salariés. La CFTC appelle à manifester. Ce sera l'occasion de donner une vraie perspective à tous ceux qui se mobilisent ou se sont mobilisés depuis 3 ans contre le MEDEF et les attaques libérales du gouvernement: la grève générale pour virer ce gouvernement CRS.

La campagne pour le « non » à la Constitution européenne participe à cette contestation des politiques libérales de ceux qui nous gouverne. Une victoire du « non » serait une claque magistrale à Chirac, Raffarin et Seillière, et une victoire formidable pour le mouvement social. Ce ne serait qu'un début, car il ne s'agit pas de remplacer Raffarin par Villepin ou un autre, mais de dégager Chirac et sa politique. Le soir du 29 mai, il faudra monter un front antigouvernemental, se retrouver dans les rues de tout le pays pour exiger la démission de Chirac. Au-delà, il faut une alternative politique qui mette au pouvoir les salariés et les jeunes en lutte.

Ce gouvernement des travailleurs devrait accomplir immédiatement les revendications suivantes:

- **Gratuité de l'éducation, pas de patrons dans les facs et les lycées**
- **Allocation d'autonomie de 1 000 euros de 16 à 25 ans**
- **Un emploi stable pour tous les jeunes, interdiction des licenciements**
- **Gratuité de l'avortement et de la contraception**
- **Pas de flic dans les lycées et dans les quartiers**
- **Égalité entre Français et étrangers**

Sommaire

Monde
Le projet Grand Moyen-Orient 4
Irak
Palestine
Côte-d'Ivoire
Crise sino-japonaise 5
Réforme du conseil de sécurité de l'ONU

Dossier « répression policière » 6

Hexagone
Non à la Constitution et au gouvernement 8
Virage à droite des bureaucraties syndicales
Locks-out
Constitution européenne 9

Histoire
Mai 1968 10

Kultur
Livre: Le scandale des « tournantes » 11
Répression contre les intermittents
Film: The take



tre la fermeture de Nanterre. Les jeunes croient à une attaque de l'extrême droite, mais se retrouvent face à la police. Des affrontements violents ont lieu jusqu'au 10 mai, la « nuit des barricades ».

D'où vient cette jeunesse radicalisée ?

Les réseaux militants se sont constitués dans la résistance à la guerre d'Algérie et à la guerre du Vietnam. Mais c'est aussi le résultat d'une évolution social dans les universités. Ce ne sont plus seulement des bourgeois qui étudient, mais aussi des dizaines milliers



Mort de Nicola Calipari: vous avez dit bavure?

Le gouvernement italien a publié un rapport sur les circonstances de la mort de l'agent italien Nicola Calipari le 4 mars à Bagdad lors de la libération de la journaliste italienne Giuliana Sgrena. Ce rapport affirme que « le poste de contrôle volant américain n'était pas signalé », que la vitesse du véhicule dans lequel circulaient les Italiens « ne peut être mise en cause » et que « la scène du drame n'a pas été conservée en l'état après la fusillade ». Ce rapport se fonde notamment sur le témoignage de la journaliste. Il contredit intégralement le rapport américain. Quand on vous dit qu'ils tirent sur tout ce qui bouge…

Bush: plus c'est gros, plus ça passe

Lors d'une importante conférence de presse le 29 avril dernier, Georges W. Bush, qui expliquait aux journalistes que « tout se passe comme prévu en Irak » et que même s'il y a deux-trois petits soucis les choses vont s'arranger, a cependant souligné « [qu']il y a en Irak des gens qui n'aiment pas la démocratie, (…) qui veulent revenir à l'époque des chambres de torture et des charniers ». Sans doute voulait-il parler de son armée, qui s'y connaît plutôt bien en chambre de torture (Abou Ghraïb) et en charniers (Falloujah).

Une fois de plus, Blair avait menti

Un mémorandum ultrasecret provenant de Downing Street révèle que Tony Blair était résolu à engager son pays en guerre dès juillet 2002. Le document, publié dimanche premier mai par la presse britannique, est le procès-verbal d'une réunion cruciale tenue le 23 juillet 2002, à laquelle participaient M. Blair et sa garde rapprochée. On y apprend que, huit mois avant la guerre, le premier ministre s'était déjà engagé auprès du président Bush à envoyer des troupes britanniques en Irak alors qu'il continuait d'affirmer, en public, qu'aucune décision n'était prise.

Les autorités palestiniennes font détruire des maisons illégales

Sharon n'a plus à envoyer l'armée israélienne pour détruire les constructions palestiniennes, les forces de sécurité (palestiniennes) de Gaza ont démolì lundi 2 mai, trois maisons inachevées construites sur le front de mer par des officiers palestiniens, témoignant du nouvel effort de Mahmoud Abbas pour faire respecter la légalité et surtout la politique sioniste.

Bush est-il en train de gagner sa guerre?

Élections en Irak, en Palestine, en Arabie Saoudite, « démocratisation » de l'Égypte, « pacification » du Liban, « normalisation des relations » entre Israël et plusieurs de ses voisins arabes… Ces derniers mois, on a tout entendu au sujet du Maghreb et du Moyen-Orient.

Les alliés de Bush nous expliquent à quel point le projet du président étatsunien (Plan Grand Moyen-Orient, une zone de libre-échange sous contrôle US) est en train de porter ses fruits. Une partie de ceux qui étaient opposés à la guerre en Irak nous disent que même si les raisons de cette guerre n'étaient pas valables, les conséquences à l'échelle régionale sont positives. Les 100000 morts irakiens auront servi à quelque chose : démocratiser l'Irak et tous les pays environnants. Le projet de Bush serait donc plus légitime que jamais, les États-Unis en position de force.

Ni légitimité, ni stabilité pour le projet US en Irak

Mais à y regarder de plus près, les choses sont beaucoup plus compliquées. Prenons le cas de l'Irak pour commencer. 100 000 morts irakiens, 1 500 soldats étatsuniens tués, une situation économique encore plus désastreuse qu'avant la guerre, l'impossibilité pour les compagnies étasuniennes d'exploiter à fond les ressources pétrolières, une assemblée qui met plus de 3 mois à constituer un gouvernement, et surtout la résistance populaire qui se poursuit, avec les actions armées et des manifestations comme à Bagdad le 9 avril où plusieurs centaines de milliers d'Ira-

Deux ans d'occupation de l'Irak: quel bilan?

Deux ans après l'annonce par Bush, le 1er mai 2003, de la « *fin des opérations de combat majeures* » en Irak, quel est vraiment l'état du pays? Tout d'abord, pour la population, rien ne s'est vraiment amélioré: une grande partie des Irakiens n'a accès ni à l'eau, ni à l'électricité, et il faut parfois faire la queue pendant 2 jours pour obtenir de l'essence ! La situation humanitaire est aggravée par les opérations des GI's qui ont toutes les peines du monde à mater une résistance insaisissable, car en bonne partie issue de la population et protégée par elle. Du coup, les troupes d'occupation frappent souvent à l'aveugle, comme ce fut le cas durant la bataille de Falloujah en novembre: la ville sous contrôle rebelle fut alors quasiment anéantie par les bombardements et l'artillerie US (qui ont détruit en premier l'hôpital et les écoles!), alors que 50 des 250 000 habitants de la ville s'y trouvaient encore… Il est toujours impossible aujourd'hui d'avoir un bilan des victimes civiles de la guerre, mais une ONG britannique les estimait en octobre 2004 à plus de 100 000!

De plus, les troupes d'occupation doivent faire face à des attaques quotidiennes (plus de 80 par jour en septembre 2004) de la part d'une guérilla dont les rangs se gonflent au fur et à mesure que la population est humiliée, réprimée par l'armée US. Le scandale des tortures dans la prison d'Abou Ghraïb l'a montré: Bush emploie ou encourage tous les moyens possibles pour tenter de contrôler le pays. Contrôle qui ne s'exerce pleinement que dans la zone verte de Bagdad, où est terré le commandement de la coalition (ou plutôt ce qui en reste) et les nouvelles institutions irakiennes. Bush cherche une porte de

kiens ont exigé le retrait des troupes. Les États-Unis s'embourbent chaque jour un peu plus et font face à des contradictions difficilement surmontables: leurs exigences vis-à-vis de la nouvelle assemblée (écraser la résistance et laisser le pétrole aux compagnies US) sont irréalistes si celle-ci ne veut pas se couper de la population. Ils se sont eux-mêmes pris au piège d'élections qu'ils ne voulaient pas il y a un an et qui n'ont fait que déplacer le problème. Ils sont toujours sous la menace de la pression populaire irakienne.

Signes de faiblesse à l'échelle régionale

C'est parce que les États-Unis sont en situation d'échec en Irak qu'ils sont obligés d'ouvrir d'autres fronts pour relégitimer leur politique à l'échelle régionale. Car la colère populaire gronde dans de nombreux pays alliés des États-Unis. Ainsi les élections municipales partielles (et non-mixtes…) en Arabie Saoudite et les déclarations de Mubarak en Égypte sur la possibilité qu'il y ait plusieurs candidats aux prochaines présidentielles ne sont pas le révélateur d'une « démocratisation » voulue mais un moyen de canaliser partiellement la colère de la population. Les pressions exercées sur la Syrie pour quelle retire ses troupes du Liban peuvent se retourner à



Très jeune, on apprend ce qu'est la démocratie en Irak. .

moyen terme contre les États-Unis, car en cas délections ou de guerre civile, c'est le Hezbollah qui sortira probablement vainqueur. Et cela, les États-Unis le savent bien. Mais à court terme c'est un moyen pour Bush et ses alliés de redorer leur blason et de relégitimer leur projet. Les hésitations des États-Unis à attaquer dès maintenant l'Iran chiite viennent du fait que cela déstabiliserait encore un peu plus l'Irak, pays majoritairement chiite lui aussi.

Quel avenir pour la région?

Les élections palestiniennes ont porté au pouvoir Abou Mazen, mais sa situation est très fragile et dépend d'un changement des conditions de vie des Palestiniens. Ce qui n'est pas le projet de Bush et de Sharon. Le gouvernement parle de reporter les élections législatives de cet été car il est assuré de perdre face au Hamas. La

Julien, [Tolbiac]

et les ministères de la défense, du pétrole, de l'industrie, de l'électricité et… des droits de l'homme. Le lendemain l'Irak s'embrase: une douzaine de voitures piégées fait plus de trente morts, parmi lesquels des soldats irakiens et des GI's.

Les élections instiguées par Bush se sont retournées contre lui: les Irakiens réclament maintenant le départ pur et simple des troupes US, comme l'ont montré récemment les manifestations à Bagdad, et surtout le regain de violence qui met en difficulté l'armée irakienne et américaine. La montée en puissance de la

Prisonniers politiques palestiniens

Extraits de l'appel pour la libération d'une mère palestinienne et de son bébé détenus dans la prison israélienne de Telmond (www.europalestine.com).

Israël, pays « civilisé » qui revendique de bénéficier de tous les avantages du « club européen » détient depuis deux ans dans la prison de Telmond une jeune femme palestinienne, mère de famille, malade, qui a accouché en prison et sur laquelle on s'acharne parce qu'elle a osé porter plainte contre les mauvais traitements de soldats israéliens à un check point.

« *Nous sommes face à une situation humanitaire critique* », déclare Khalida Iarrar, directrice de Addameer.

Manal souffre de thalassémie, son enfant Nour a droit aux lances d'eau et aux gaz lacrymogènes utilisés contre les prisonnières par l'administration pénitentiaire.

« *Nour a besoin de lumière, de soleil, d'air frais, de jouets, autant d'éléments qui lui sont déniés derrière les portes closes et effrayantes. Quand ils nous agressent avec des lances d'eau, je le cache contre ma poitrine et je cours vers l'endroit de la cellule le plus sûr pour le protéger autant que* »

Les secrets inavouables de la Constitution

Vous vous doutiez déjà qu'on voulait vous dissimuler des choses: c'est vrai, 448 articles pour une constitution c'est un peu long, et les initiateurs de ce projet avaient raison de croire que la plupart de ces articles resteraient dans l'ombre. Qui irait donc les lire, étant donné qu'ils sont incompréhensibles? Cet odieux projet est rédigé dans un charabia juridico-politico-économique impénétrable que seul un bac +12 pourrait appréhender dans son intégralité.

Et l'intégralité du texte, voilà ce qui pose problème: saviez-vous qu'en plus des 448 articles le traité se compose de 36 protocoles, 2 annexes, et 50 déclarations? Ce qui, au total, représente plus de 850 pages A4.

Ils ont oublié les annexes!

Ces annexes ont la même valeur juridique que la Constitution en elle-même et font donc partie intégrante du traité. Certaines

Étudiants en lutte contre la Constitution européenne!!

La date du référendum approche, malgré la tonalité incessante des partisans du oui consistant dans un premier temps à présenter l'application de cette constitution comme l'étape nécessaire au progrès économique et social puis dans un second temps à placer les tenants du non dans le camp des conservateurs, la campagne contre la constitution européenne est en plein essor et les sondages estiment actuellement le Non à 52 %.

Tandis que la mobilisation du 10 mars dernier concernait officiellement le pouvoir d'achat et la défense des 35 heures, c'était pourtant la question de l'Europe qui était au centre des discussions et des revendications.

La jeunesse, extrêmement réceptive et en demande d'informations s'inscrit pleinement dans cette dynamique, le comité jeune contre la constitution européenne qui s'est créé sur Montpellier accueille régulièrement de nouveaux jeunes, les initiatives organisées sur les facultés rencontrent un succès presque inattendu: le meeting qui s'est tenu sur la fac de droit le 14 mars dernier a fait salle comble.

Combattre la logique de la constitution.

Ces réformes s'inscrivent dans le processus de déréglementation générale, dans le secteur universitaire. C'est au nom de l'harmonisation et de la mobilité européenne

déclarations concernant la Charte des Droits fondamentaux (partie II de la Constitution), qui apparemment ne sont pas si fondamentaux que ça. À vous de juger.

Sur la peine de mort...

À l'article II-62 (droit à la vie) sont annexées ces explications: « *la mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire pour assurer la défense de toute personne contre la violence illégale.* » Donc on a le droit de tuer légalement sans procès des terroristes ou des preneurs d'otages par exemple ; pour effectuer une arrestation régulière ou pour empêcher l'évasion d'une personne régulièrement détenue ; pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection (dites-moi jeunes lycéens, ne vous trouvez-vous pas en situation insurrectionnelle aujourd'hui?) Grâce à cet article, on aurait le droit de vous infliger

la mort en toute impunité).

Toujours à l'article II-62, sur l'interdiction de la peine de mort, est annexé ceci : « *un État peut prévoir dans sa législation la peine de mort pour des actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre* » (oui oui vous avez bien lu, la peine de mort peut être rétablie dans la législation d'un État...)

Sur les libertés...

D'après l'article II-66, sur le droit à la liberté et la sûreté, on peut lire: « *nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants: (...) s'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction.* » Ceci s'appelle une arrestation préventive: on vous arrête avant que vous ayez fait quoi que ce soit... donc quand vous êtes innocent !; s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse (par exemple un porteur du virus du sida?); d'un aliéné; d'un alcoolique; d'un toxicomane ou d'un vagabond (mais qu'est-ce qu'un vagabond?



Le non divise la gauche... Pour combien de temps?

La séparation entre les courants qui sont pour la Constitution européenne et ceux qui sont contre semble insoluble: entre la direction du PS et les minorités, entre le PS et le PCF, au sein des Verts. Cette division est réelle par certains aspects: on se retrouve dans les collectifs contre la Constitution avec une partie des minoritaires du PS et des Verts, avec le PCF. Ceux qui sont pour assument la mise en place de politiques qui vont à l'encontre des jeunes et des travailleurs (car ce serait bon pour la France, donc bon pour nous au final), tandis que nous nous retrouvons avec ceux qui sont contre dans certaines mobilisations.

Cependant, aucun de ces courants n'a fait la preuve qu'il avait des propositions fondamentalement différentes de ceux qui sont pour le « oui ». En effet, on a vu dans les récentes mobilisations lycéennes que les minoritaires du PS (qui dirigent l'Unef et l'UNL) n'étaient pas prêts à lutter jusqu'au bout, et sont prêts à entrer dans le jeu de discussions avec le gouvernement (rencontres avec Fillon, avec le directeur de l'enseignement supérieur...). Aucun ne s'oppose réellement au gouvernement, ne construit les mobilisations pour le virer sur les lycéens, les universités ou les entre-

prises.



Un SDF, un nomade?)

De même, vous avez droit à la liberté de réunion et d'association (article II-72), mais « le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées (...) s'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction. » Ceci s'appelle une arrestation préventive: on vous arrête avant que vous ayez fait quoi que ce soit... donc quand vous êtes innocent !; s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse (par exemple un porteur du virus du sida?); d'un aliéné;

En clair citoyens, restez sages, Giscard vous surveille et peut décréter votre condamnation à mort à tout moment...

Cécile, [École du Louvre]

Pour consulter les annexes : http://european-convention.eu.int/praesidium.esp?lang=FR



Constitution 1 : Les amis de mes amis...

La présidente socialiste de la région Poitou-Charentes Ségolène Royal a jugé que Jacques Chirac « doit trouver les mots justes » pour « déconnecter la politique nationale de l'enjeu européen ». Encore une fois, le PS fait confiance à Chirac pour sauver la république et l'Europe!

Constitution 2 : Les amis de mes ennemis...

François Hollande a assuré qu'après « avoir fait campagne » pour le référendum du 29 mai, les socialistes « auront à se retrouver ensemble sur une ligne qui leur permettra d'être crédibles ». « Ma responsabilité de premier secrétaire du PS sera de faire en sorte que tous les socialistes se retrouvent dans leur parti ». Tout va bien, finalement! Malgré les désaccords entre le « oui » et le « non », ils sauront se retrouver pour les élections.

Artistes contre la constitution

De nombreux artistes (parmi lesquels Ariane Ascaride, Didier Daeninckx, Jean-Michel Carré...) ont signé un appel contre la constitution. Ils appellent notamment à voter non:

« - Face au risque d'une culture de plus en plus élitiste, où seuls des « produits » de consommation culturelle seraient proposés à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de « s'offrir » un accès à la culture
- Face aux attaques généralisées contre la culture et celles et ceux qui la font vivre, en France comme dans le reste de l'Europe
- Face à un désengagement constant de l'Europe des questions culturelles (cf. paragraphe 151 du traité constitutionnel), où le budget culturel ne représente qu'à peine 0,003 % du budget communautaire
- Face à l'A.G.C.S. et toute autre tentative d'inclure la culture dans un impératif de rentabilité dicté par Bruxelles ou ailleurs
- Face à la concentration de plus en plus grande dans le secteur culturel (télévisions, édition, distributeurs, laboratoires cinématographiques, exploitants, etc.)... »

Vous pouvez signer l'appel en envoyant un mail à culture.europe@wanadoo.fr.

Le FN et le « néomarxisme »

À l'occasion de son discours du premier mai, le leader du Front National Jean-Marie Le Pen a eu une sortie intéressante sur le « néomarxisme ». Jugez plutôt:

« Je crois que tout notre système néo-marxiste est bâti sur l'acceptation du chômage. Le chômage est consubstantiel au socialisme. Son existence permet en effet d'asservir les hommes à l'Etat-Providence, qui leur fournit prestation et assistance, comme le berger qui habitude ses brebis à ne plus brouter, en leur amenant tous les jours à heure fixe les ballots de foin nécessaires ».

Décidément, on ne vit pas dans le même monde que les fachos…

Le Pen double Pétain sur sa droite

Lors du même discours, Le Pen a expliqué ce qui « gargène la France »:

« Le relâchement des liens et des disciplines familiales, la médiocrité de la formation scolaire, intellectuelle et morale, la sup-pression du service militaire, le chômage et l'assistance généralisée, pour autant qu'elle puisse perdurer sous la pression de l'immigration de masse et de la ruine économique, ont créé et développé une atmosphère de mollesse généralisée, un climat d'insécurité physique et morale à la base du trouble profond des esprits ».

Michel White, le PDG qui délocalise ses salariés

Certains ont cru que c'était une blague. 9 salariés d'une entreprise alsacienne, Sem-Suhner, en cours de licenciement, ont reçu une proposition de reclassement en… Roumanie! Salaire proposé : 110 euros bruts par mois, « en tenant compte du bonus de 30 euros pour les 25 ans d'ancienneté », d'après le PDG de la boîte. Avant que l'affaire soit connue et qu'il revienne sur son offre généreuse, il déclarait que « 110 euros bruts en France, ce n'est pas assez, mais en Roumanie, ça suffit » et se vantait de recevoir « des mails de félicitations de la part de chefs d'entreprise ».

Le gouvernement s'est empressé de « condamner ce procédé » et d'affirmer que de telles méthodes n'avaient « rien à voir avec l'esprit de la constitution européenne ». Mais non, rien à voir…

Non à la Constitution et au gouvernement !

Ségolène Royal, socialiste partisane du oui à la Constitution a déclaré que Chirac *« doit trouver les mots justes »* pour « déconnecter la politique nationale de l'enjeu européen ». Sauf qu'en fait le traité constitutionnel, le débat autour du référendum, la politique du gouvernement et les mobilisations en cours ne peuvent pas être « déconnectés ». D'une part parce que la Constitution grave dans le marbre et accentue des politiques antisociales mises en place par nos gouvernements. Mais aussi parce que pour de plus en plus de gens, le référendum, c'est l'occasion de sanctionner le gouvernement et les politiques de destruction de nos acquis qu'il mène. Dou l'importance pour les partisans du oui de faire croire que d'un côté y'a la construction de l'Europe (en essayant de pas trop s'attarder sur ses bases) et de l'autre la politique menée par le gouvernement. Dans les luttes en ce moment, la question ne se pose pas vraiment de la même manière. Tout le monde voit bien que les luttes qu'on mène renforcent la volonté de sanctionner le gouvernement par le vote NON et que la victoire du NON pourrait être un encouragement pour les luttes.

Pour la gauche, la lutte c'est surtout va voter…

Mais bon, tout le monde ne le voit pas de la même manière. Les partisans du NON au sein du PS et des Verts, le PCF et les bureaucrates syndicaux essaient

Virage à droite des bureaucraties syndicales

La situation des jeunes ne cesse de se dégrader. Pour nous c'est toujours plus de précarité et de moins en moins d'avenir. Les différentes « réformes » de l'éducation (loi Fillon, LMD) ne font qu'accroître cette tendance, elles diminuent le niveau de qualification pour former une main-d'œuvre moins chère, elles cassent nos droits collectifs pour former une main-d'œuvre plus flexible et plus docile. Le seul avenir qu'on nous propose c'est de devenir de la chair à patrons.

La réforme LMD sapplique maintenant sur 75 % des facs et ne fait que confirmer les dangers contre lesquels nous nous battons depuis plus de 3 ans. L'ensemble des étudiants peuvent aujourd'hui constater les ravages causés par cette réforme sur nos conditions d'études et nos droits de futurs salariés.

Alors qu'il y a une nécessité de plus en plus urgente de lutter, les bureaucraties syndicales amorcent un virage à droite et refusent de mener la bataille!

Ils bloquent les usines, ils bloquent les écoles…

Y'en a ras-le-bol de ces guignols !

Au mois de mars, on a constaté que dès que les blocages des lycées étaient trop importants, les proviseurs préféraient fermer le bahut pendant quelques jours. À l'université Paris 8 – St Denis, dès la première assemblée générale un peu massive, le 18 avril (200 étudiants), la stratégie du président a été de fermer la fac jusqu'aux vacances.

C'est quelque chose que l'on retrouve dans les entreprises pour le lundi de pentecôte où Raffarin voulait qu'on travaille. Les patrons préfèrent payer directement à l'Urssaf pour la solidarité entre les générations et fermer la boîte pour la journée plutôt que de risquer

de faire croire que la meilleure façon de sanctionner le gouvernement et de défendre nos droits c'est de voter NON le 29 mai, et en attendant… bah, pas grand-chose. Ils essaient de tirer en arrière toutes les mobilisations et évitent l'affrontement avec le gouvernement. C'est le cas de l'UNL (dirigée par des minoritaires du PS) qui s'est très vite retirée du mouvement lycéen, et ne s'est pas gêné pour annoncer à la radio l'annulation d'une manifestation appelée par la coordination lycéenne un jour de blocage des lycées ou pour aller discuter avec Fillon. Idem pour l'Unef (dirigée par Nouveau Monde) qui fait tout pour ne pas faire d'AG de mobilisation contre le LMD et qui pendant ses États Généraux sur le LMD a invité toute une série de représentants du gouvernement mais a empêché par la force des lycéens d'intervenir. C'est vrai, ça n'a rien à voir, et essayer de se mobiliser en même temps pour réussir à gagner contre le gouvernement : n'importe quoi !

Lutter contre le gouvernement, c'est aussi construire la grève générale

Manque de bol pour les directions syndicales, le choix du gouvernement de nous faire travailler gratuitement pendant le lundi de Pentecôte, nous permet d'avoir une date de mobilisation commune à tous les secteurs : le 16 mai. Déjà, une série d'entreprises préfèrent laisser le jour férié aux salariés et payer directement à l'Urssaf

parce qu'elles flippent de la mobilisation. Quatre jours plus tôt, le 12 mai, la coordination lycéenne appelle à une manifestation de l'ensemble de l'éducation nationale en espérant réussir à entraîner les profs et les personnels dans la bataille. Les lycéens l'ont compris : ils ne pourront pas gagner seuls. Nous

devons prendre appui sur le 12, le 16 et le référendum pour construire la grève générale, car c'est notre seule arme pour stopper les attaques du gouvernement. Surtout quand on sait que des centaines de milliers de salariés en grève en mai-juin 2003 n'ont pas réussi à empêcher la réforme des retraites. Que près de quatre mois de mouvement lycéen avec des milliers de lycéens en manif, des journées où plus de 480 lycéés étaient occupés ou bloqués ça n'a pas suffi non plus à retirer la loi Fillon, mais à la place, ils ont eu droit à une véritable répression policière, que ce soit les violences des keufs ou les gardes à vue, les mises en examen, les procès.

Face à ces défaites dans le monde du travail, sur les facs (où la grève de novembre décembre 2003 n'a pas empêché le LMD de passer), sur les lycées, il existe une certaine démoralisation. Ça explique pourquoi les profs n'ont pas rejoint les lycéens contre

que, elle préfère adapter ses revendications, brader les droits des étudiants, concilier avec le gouvernement pour garder sa « crédibilité », disent-ils. C'est en effet la stratégie qu'ils avaient adoptée lors de cette journée. Plusieurs représentants du gouvernement y étaient invités : François Petit, président du comité de suivi de la réforme LMD, Bernard Bosredon, 2e vice-président de la CPU, et cerise sur le gâteau, Jean-Marc Monteil, directeur de l'enseignement supérieur. C'est une vraie tribune qui leur a été offerte où ils ont pu allégrement nous venter les mérites du LMD et le rôle positif de l'annexe descriptive, alors que la direction de l'Unef a empêché d'intervenir, par la force, des lycéens en lutte qui venaient lancer un appel aux étudiants à les rejoindre dans la lutte!

C'est sans doute pour ne pas les froisser que l'Unef à décider d'adopter une plateforme de revendications au rabais, qui ne fait, bien entendu, pas mention du retrait de la réforme, mais elle ne demande un cadrage national des diplômés qu'à demi-mots, elle parle de référentiel national. Les conséquences désastreuses de cette réforme sont devenues « quelques reculs en matière de droits étudiants ». Bien évidemment, la direction du syndicat refuse de parler de mobilisation et met tout en œuvre pour éloigner le plus possible d'elle les foyers dagitation (elle refuse d'appeler à des AG sur les facs, elle n'a parlé à aucun moment de la fac de Toulouse en grève à ce moment-là, elle nie tout lien entre loi Fillon et LMD, refuse de laisser intervenir des lycéens *« parce qu'il ne faut pas tout mélanger »*). Elle nous explique qu'il y a un temps pour tout, nous avons déjà lutlé contre cette réforme, l'heure maintenant est à l'interpellation du ministère, c'est la tâche que c'était fixé ces États Généraux. Chacun sait pourtant que si le gouvernement n'a pas cédé devant des dizaines de facs en grève il est impossible qu'il cède à cause d'une interpellation!

Une situation sociale explosive, une occasion à saisir

Nous ne devons pas donner d'illusion nos intérêts ne sont pas les leurs. Pour gagner face à se gouvernement il faudra lutter. La situation sociale en France est explosive, depuis 3 mois les lycéens sont en mouvement, des salariés de plusieurs entreprises industrielles sont mis en grève, le NON à la constitution est toujours majoritaire dans les sondages. Dans tous les secteurs ce sont les bureaucraties syndicales qui freinent pour appeler à des dates de mobilisations, à des dates de convergence. Pourtant des grosses journées se préparent, le 12 et surtout le 16 mai peuvent être des journées de grève massives.

Il y a une possibilité de grève générale et c'est elle que nous devons préparer. Il faut que tous les militants qui sont convaincus de cette possibilité travaillent ensemble dans les syndicats pour emmener tous les militants avec nous. C'est en militant quotidiennement à la construction de la grève que nous pourreron les directions syndicales à l'action.

Bernardo, [Jussieu]

Mathilde, [Nanterre]



Le peuple ivoirien se radicalise face à l'occupation militaire française

Après une rébellion qui a débuté le 19 septembre 2002, voilà près de 3 ans que la Côte d'Ivoire sombre dans un chaos total.

Une rencontre des leaders politiques ivoiriens a eu lieu à Prétoria du 3 au 6 avril 2005. Ils ont passé en revue la situation actuelle de la Côte d'Ivoire et ont pris des décisions relativement aux problèmes rencontrés dans la mise en œuvre des accords de Linas-Marcoussis, Accras 2 et 3 sous les directives des « *Gaulois* ».

La France est toujours un pays colonisateur !

Ce que l'administration Bush est pour l'Irak, l'administration française l'est pour la Côte d'Ivoire. Les puissances occidentales ne renoncent pas aussi facilement à un vieux système mondial doublé du capitalisme et du néocolonialisme. Derrière ce système qui nourrit toute ambition (puissance militaire, diplomatique, économique), Michèle Alliot-Marie justifie la présence dite « désintéressée » des soldats français en Côte d'Ivoire prédisant que « sans la Licorne ce serait la guerre

Retour sur la crise sino-japonaise

Au cours du mois d'avril ont eu lieu, en Chine, de nombreuses manifestations dirigées contre la Japon. Ces manifestations se sont déroulées dans de nombreuses villes et ont réuni des dizaines de milliers de Chinois. Ils entendaient protester contre la rééditton, autorisée par le pouvoir japonais, d'un livre d'Histoire révisionniste à propos des crimes de guerre commis par les armées japonaises dans la première moitié du XXe siècle. Ce livre relatifise notamment les massacres commis en Chine à la fin des années trente, comme celui de Nankin, qui a fait plus de 300000 morts. Après trois semaines de manifestations, le Premier Ministre japonais Koizumi a présenté ses « sincères excuses » pour les « souffrances » infligées par les armées japonaises. Tout semble rentrer dans l'ordre. Et pourtant…

Silence complice

Les médias français nous ont parlé du fait que le pouvoir chinois avait « laissé faire » les manifestations (peut-être aurait-on préféré qu'il les interdise…), que ces manifestations étaient révélatrices du « nationalisme chinois » (comme si la colère face au révisionnisme n'était pas légitime), sans s'attarder plus longuement sur les atrocités bien réelles commises par les armées japonaises lors des guerres coloniales du XXe siècle. Rien d'étonnant de la part de ces mêmes médias qui ont passé sous silence la loi adoptée par les députés français qui demande que soient enseignés dans les programmes scolaires les « effets positifs » de la colonisation française, notamment en Afrique du Nord. Au siècle de la « guerre sans limite » et des expéditions néocoloniales, on se comprend entre impérialistes…

Rééquilibrage régional

Mais au-delà, on doit comprendre, pour saisir tous les enjeux de cette crise entre la Chine et le Japon, qu'il ne s'agit

civile ». Présidant une cérémonie en l'honneur des militaires français engagés en Côte d'Ivoire, elle déclare : *« la France est en Côte d'Ivoire pour assurer et soutenir la paix et la sécurité »*. Non merci Chirac, nous ivoiriens n'avons plus besoin d'assistanat, nous pouvons nous prendre nous-même en charge et régler la crise dont vous jouissez des fruits.

Troupes françaises : hors de Côte d'Ivoire !

Aujourd'hui la question ne se pose même plus car la majorité des Ivoiriens sont favorables au départ des troupes des forces Licorne. Le peuple ivoirien a assez vécu une misère et des souffrances indescriptibles. Il veut son indépendance totale, non seulement parce qu'il y a droit mais aussi parce qu'il veut se prendre en charge lui-même. Malgré les différentes rencontres entre les leaders politiques, il ressort que c'est le peuple qui s'en prend plein la gueule. Il appartient donc aux Ivoiriens de se mettre au-dessus de ces hommes politiques, de s'unir et de tous ensembles mettre en place un autre système de société. Il s'agit d'instaurer



Soldats français en Côte d'Ivoire

réellement la démocratie, de mettre fin à la corruption et d'abolir toute forme d'exploitation.

Il faut s'attaquer à la racine du problème : le capitalisme.

Il va de soi que le système capitaliste ne fonctionne pas car c'est une classe d'individus (bourgeoisie) qui profite

Momo, [Nanterre]



Des manifestants chinois brûlent un portrait du Premier Ministre japonais Koizumi

Réforme du conseil de sécurité de l'ONU

Pourredonner une légitimité à l'ONU, le secrétaire général, Kofi Annan, espère voir passer avant septembre prochain une réforme en profondeur de cette institution. Dans ce projet, la question la plus sensible porte sur l'élargissement do conseil de sécurité à 24 membres, contre 15 aujourd'hui. Il a laissé aux États le soin de trancher entre deux options possibles de répartition des sièges, entre permanents et non permanents. Une guerre d'influence a commencé pour savoir quel État aurait le privilège de devenir membre permanent ou non…

Ce projet propose également la création d'une Commission d'édfication de la paix, destinée à aider à consolider la paix dans les pays sortant d'un conflit. Le but est de se partager la reconstruction des pays entre les pays colonisateurs… De manière légale!

La seule utilité de l'ONU avait été de créer un espace où les pays impérialistes

des richesses alors que c'est le peuple (dont une immense majorité de plan-teurs) qui produit ces richesses. Il est temps que ce mode de fonctionnement change et que nous construisions une société communiste révolutionnaire en Afrique. Mais avant toutes choses : Retrait immédiat des troupes françaises de Côte d'Ivoire.

Momo, [Nanterre]

Le nouveau gouvernement italien constitue une claire avancée pour la droite réactionnaire et fasciste. Roberto Calderoli un des ministres de la Ligue du Nord a souligné dimanche que le nouvel exécutif était « une victoire » pour son parti.

Giulio Tremonti, ex-ministre de l'Économie est de retour. Ce fidèle de M. Berlusconi avait été écarté en juillet 2004 sous la pression du chef d'Alliance Nationale (droite conservatrice), Gianfranco Fini. Il est considéré comme proche de la Ligue du Nord et de son leader Umberto Bossi. *« L'entrée de Tremonti nous rend plus tranquille »*, a-t-il indiqué. Un autre membre de la Ligue du Nord, le ministre des Affaires sociales Roberto Maroni, a même estimé qu'avec Tremonti, son parti disposait désormais d'un « de mi-ministre » en plus

Comme chaque année, les néo-nazis allemands ont défilé le premier mai. Plusieurs milliers d'entre eux ont défilé dans de nombreuses villes. Comme chaque année, des contre-manifestations, initiées par l'extrême-gauche, ont été organisées. Avec plusieurs milliers de manifestants. Et comme chaque année, la police a protégé les cortèges des néo-nazis. A Berlin, 6500 flics avaient été mobilisés. Ils ont chargé les manifestants antinazis et interpellé 193 personnes.

Seule consolation, à Leipzig, où s'est passée la même chose, 66 policiers ont été blessés lors des affrontements.

Poutine regrette l'URSS

Dans son discours annuel à la nation, Vladimir Poutine a affirmé que « la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle. Pour le peuple russe, cela a représenté un véritable drame ». Vous ne voyez pas de quoi il parle? Lisez la suite : *« Des dizaines de millions de nos citoyens et compatriotes se sont retrouvés en dehors du territoire russe ».*

Dans un pays qui subit les ravages du néolibéralisme, Poutine sait qu'il est de bon ton de faire référence à l'ex-URSS. Mais surtout, il s'agit de mettre en garde les anciennes républiques soviétiques qui, les uns après les autres, après avoir acquis leur indépendance, se tournent de plus en plus vers les États-Unis.

Bernardo, [Jussieu].

Assez de répression policière !

Quatre-vingts lycéens arrêtés le 12 avril à Bobigny; 200 lycéens en garde à vue le 20 avril lors d'une occupation; des dizaines de mises en examen... La police nous protège...

Mais qui nous protège de la police ?

Tout le monde a vu à la télé le lycéen lillois plié en deux sous les coups de



piets des flics; la plupart des lycéens se sont pris des bombes lacrymogènes lors des dernières manifestations: la présence policière a très nettement augmenté dans la rue et près des lycées depuis le début des blocages. Bizarrement, les flics sont plus nombreux maintenant que lors des manifestations - beaucoup plus massives - d'avant les vacances. Ils interviennent aujourd'hui pour nous balancer des gaz et nous arrêter, alors qu'ils n'ont jamais bougé d'un centimètre quand

des lycéens se faisaient tabasser sous leur nez il y a un mois, ce qui montre que leur souci n'est pas la sécurité des lycéens.

Le péril jeune

La police s'en est surtout prise aux lycéens. Il s'agissait de freiner la mobilisation de deux manières: ils cherchaient à couper la tête au mouvement (mise en examen les leaders), et à faire peur aux autres, (coups de filets massifs, comme les 200 de l'occupation du ministère) pour leur montrer que n'importe qui pouvait être arrêté et mis en garde à vue. Mais le mouvement n'est pas la seule cause de la répression.

Traditionnellement, la répression s'abat surtout sur les jeunes car l'État a bien compris que ceux-ci représentent un danger pour lui: lorsqu'il y a, comme aujourd'hui en France, un fort mécontentement à l'égard du gouvernement, ils peuvent être l'étincelle qui démarre une explosion sociale, et un mouvement de grande ampleur. C'est la raison des lois anti jeunes mises en place par Sarkozy dès son arrivée au pouvoir, qui visaient à prévenir un mouvement dans la jeunesse; c'est la raison aussi du coup de pub sécuritaire du 6 janvier 2005, quand la police est venue à l'entrée de 1 800 lycées pour contrôler les identités ou fouiller les lycéens.

Qui a peur du mouvement social ?

Le gouvernement est déstabilisé et il a tout mis en œuvre pour arrêter le mouvement. Mais comme les lycéens ne se sont pas laissés prendre à ses prétendues négociations, la police était son seul recours pour calmer l'atmosphère, à l'approche du référendum sur la Constitution Européenne le 29 mai prochain. Si les lycéens, plus mobilisés, sont en première ligne, cette répression s'exerce aussi contre l'ensemble du mouvement social: Les postiers du 92, en grève, l'ont subie lors d'une action; et des militants se sont fait embarquer et ont passé 4 heures en contrôle d'identité, les uns lors d'une action pour les droits des homosexuels, les autres à un rassemblement contre la Constitution.

Nous ne devons pas nous laisser abattre par cette violence: Il faut continuer la mobilisation lycéenne sur sa revendication première, le retrait du plan Fillon, et élargir la mobilisation pour qu'étudiants, profs et salariés rejoignent les lycéens: c'est le seul moyen que les lycéens mis en examen sortent sans problème du tribunal, et le seul moyen de gagner la démission du gouvernement!

Suzanne, [Tolbiac]

Témoignage d'une lycéenne gardée à vue pendant 48h

Pauline, lycéenne, a été interpellée lors de l'occupation du Ministère de l'Éducation Nationale le 20 avril. Nous publions ici un extrait du témoignage qu'elle a écrit après sa sortie (au bout de 48 heures et avec une mise en examen pour « violences » et « dégradations »...). Elle parle de son arrivée et de sa première nuit au commissariat du 14e arrondissement de Paris

Dans le hall du commissariat nous sommes tous assis. Fouille des sacs puis on se fait palper devant tout le monde. Prise d'identité une fois puis une autre juste après. Ils nous font monter: fouille des sacs, des fringues, on signe notre mise en garde à vue, prise des empreintes, photo (face, profil)... Ils demandent plein de signatures... Je lis tout et j'essaie de tout comprendre mais ce n'est pas évident.

On me fait signer un registre ou il n'y a quasiment rien d'écrit. Je demande ce que c'est et on me réplique que ce n'est pas mon travail et que si je veux en savoir plus je n'ai qu'à entrer dans la police... mais que j'aurai sûrement du mal... Je suis envoyée en cellule. (...) On est appelé un par un pour être auditionnés.

Interrogatoires

Mon tour arrive. Début classique. Au

VIOLENCES POLICIÈRES.



début je réponds que oui j'étais présente, que je n'ai rien dégradé puis vient la question qui me décide à ne plus rien déclarer: quel était votre rôle précisément dans cette manifestation, au même moment je vois écrit sur mon dossier en grosses lettres manuscrites « attention meneuse, la faire parler ». Je réponds donc qu'à partir de maintenant je n'ai plus rien à déclarer (RAD). L'Officier de Police Judiciaire me dit que ce n'est pas dans mon intérêt et que de toute façon je n'ai pas le droit. Je lui dis que je connais mes droits et celui-là en fait partie.

Il continue de me poser des questions, diverses et variées, tournant principalement autour de mon rôle, mais essayant de feinter de temps en temps. RAD. Il me dit qu'ils ont plein de photos et qu'ils en ont sûrement une de moi en train de commettre des méfaits. RAD. Il est minuit et ils me font alors redescendre. (...) Jusque-là les flics d'en bas étaient plutôt cools avec nous, ils étaient plus surpris qu'autre chose qu'on soit là. Mais là y'en a un qui passe, je ne devais dormir qu'à moitié à ce moment là, et il balance « oh regarde les par terre on dirait toutes des putes! »... 2h du mat, on me refait monter... Interrogatoire. Les mêmes questions, la même réponse RAD. PV de moins d'une demi-page... 3h du matin on recommence. 4h du mat c'est reparti. (...)

« Révolutionnaire de mes couilles »

6-7h du mat. (Ils ont refusé pour la première fois de me donner l'heure). On m'emène à l'Hôtel-dieu car j'ai demandé un médecin. Visite normale rien à signaler. On repart, je pense rentrer au commissariat. On s'arrête je pense au commissariat du 14e mais non. On me fait directement monter dans un bureau. Menottes à la chaise. Interrogatoire. On sait que c'est toi qui as organisé. On t'a vu on a plein de choses sur toi. Y'aurait de quoi remplir mon salon avec les dossiers qu'on a sur

Le rapport Benisti

En octobre 2004, le député UMP Benisti remet son rapport à Villepin, pour apporter une solution en terme de prévention de la délinquance.

Ce rapport propose des solutions découpées en fonction de l'âge et cela dès 3 ans. Le point de départ de ce rapport est la stigmatisation des populations immigrées en insinuant que le point de départ de tout comportement déviant est la mauvaise maîtrise de la langue française, en préconisant que si les parents « sont d'origine étrangère » ils devront s'obliger à ne pas utiliser « le parler patois du pays à la maison » (en particulier les mères, vu que c'est elles qui élèvent les enfants! - p. 9 du rapport). S'en suit tout une série de mesures pour palier à la délinquance qui propose une prise en charge très jeune des enfants dans des structures « spécia-

ta gueule, alors avoue tout ça ira plus vite et ce sera mieux pour tout le monde. Fais pas ta maligne. Mêmes questions. Même réponse. RAD. Pas de PV. Mais ce coup-ci des baffes à la clef. Pas trop violent mais pas rassurant. Ils sont 2. Un me prend par le cou en me disant de répondre, et que de toute façon ils ont plein de photos sur moi. Je lui demande de me les montrer dans ce cas-là. Il me dit qu'il ne les a pas là. J'ai le droit à « fausse rebelle, révolutionnaire de mes couilles... ».

Ca ne dure pas trop longtemps. RAD. Menottes dans le dos je repars dans le camion. Je rejoins ma cellule...

Nina, [Nanterre]

Non à l'État policier et à l'arsenal sécuritaire !

La Loi sur la sécurité intérieure vise, pêle-mêle, les mendiants, les sans domicile fixe, les jeunes, les gens du voyage, les prostitués, les militants qui mèneraient des actions revendicatives, ce texte institue une République où la pauvreté est constituée en délit et où la manifestation d'une révolte devient un crime.

Classes dangereuses

Pour assurer la répression de ces nouvelles « classes dangereuses », il faut aussi soumettre nos libertés à l'arbitraire de l'État. Avant même que le ministre de la Justice s'y emploie de son côté, que restera-t-il, déjà, de celles-ci quand chacun de nous pourra être arrêté pendant une demi-heure au bord de la route à la discrétion des forces de police? Accepterons-nous d'être, parce que simples suspects, fichés à vie dans des fichiers qui, multipliés à l'infini et croisés, recenseront jusqu'au moindre détail de notre vie quotidienne?

Il ne suffisait pas de stigmatiser des groupes sociaux, il est dorénavant question avec cette loi fasciste de sanctionner des comportements « présumés » délictueux, d'instaurer arbitrairement quitte à modifier les lois antérieures de nouveaux délits tels que la prostitution dite « passive ». Les attroupements dans les halls d'immeuble, l'investissement par les gens du voyage de propriétés privées ou terrains

communaux sans autorisation, et certaines formes de mendicité. Les immigrés voient leurs droits limités par des nouveaux cas de retrait de la carte de séjour: les prostituées, les mendiants, les parents défailnants, se trouvent soumis à des amendes et des poursuites pénales. Il existe cependant, pour nos gouvernants un moyen de « rédemption »: la délation... un air de Vichy colle à la politique de notre sale état raciste.

Ainsi, par exemple les prostitués sans-papiers qui dénoncent leurs proxénètes pourront obtenir « gracieusement » une autorisation provisoire de séjour, dans bien d'autres cas les indicateurs « civiques? » bénéficieront d'avantages non négligeables.

La gauche en a rêvé, la droite l'a fait

Et tout le monde semble se réjouir de cette évolution, à commencer par l'ancienne gauche plurielle, instigatrice de la loi de sécurité quotidienne peu après le 11 septembre 2001. À ce moment-là, l'ensemble de la classe politique s'est unie dans une dynamique ultra-sécuritaire avançant l'argument habituel de la lutte contre le « terrorisme ». Ce premier texte remettait déjà en cause un certain nombre de nos liber-

tés individuelles. Daniel vaillant, l'ancien ministre de Jospin, a dit que la plupart des mesures qu'avaient prises Sarkozy auraient été appliquées par le gouvernement de Gauche plurielle. Et même des dirigeants du Front National ont reconnu que la poli-



tique sécuritaire du gouvernement allait dans le bon sens.

Le résultat de cette politique, ce n'est pas la baisse de la délinquance (qui risque au contraire d'augmenter vu la croissance du taux de chômage et la difficulté à trouver un boulot aujourd'hui), ce sont des policiers de plus en plus arrogants qui se croient tout permis.

Ce sont les vieilles traditions pétainistes et coloniales qui se réaffirment avec force chez les flics. Et cela ne risque pas de diminuer dans les mois qui viennent. La véritable insécurité, c'est l'insécurité sociale!

Alex, [Marseille]

La CNDS dénonce les violences policières racistes

La Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) vient de rendre public son rapport annuel. Elle y dénonce la forte augmentation en 2004 des violences policières signalées et déclare que les personnes d'origine étrangère en sont plus fréquemment victimes que les autres.

La CNDS précise avoir été saisie 97 fois en 2004, contre 70 fois en 2003, 40 en 2002 et 19 en 2001. L'augmentation des saisines entre 2003 et 2004 est donc de 38%. À Paris, le nombre de plaintes ou d'allocutions mettant en cause le comportement de policiers a augmenté en 2004 de 95%, soit 524 dossiers, selon les chiffres officiels.

La commission note que la majorité des litiges concerne la police et fait suite à des contrôles routiers ou des contrôles d'identité à titre préventif, que la CNDS juge inutiles et qui dégénèrent fréquemment.

Ce rapport inclut pour la première fois une étude réalisée par Catherine Wihtol de Wenden, scientifique du CNRS, sur « la part des discriminations dans les manquements à la déontologie » (entendre « violences policières »)... Dans les 200 dossiers traités entre 2001 et 2004, ces « manquements » ont été établis dans 78 cas, dont 36 mettent en évidence des violences policières à caractère manifestement raciste.

Selon *Le Monde*, « les plaignants sont essentiellement des jeunes issus de l'im-

migration maghrébine, âgés de 18 à 35 ans, vivant en région parisienne, avant tout en Seine-Saint-Denis ».

Julien, [Tolbiac]

Rapport disponible sur le site de la CNDS: <http://www.cnds.fr>



L'État ne peut être qu'opresseur

D'après Engels, l'État « est un produit de la société à un stade déterminé de son développement ». Celle-ci étant aujourd'hui divisée en classes aux intérêts économiques opposés et de ce fait en lutte, le besoin d'un pouvoir placé en apparence au-dessus de la société s'impose. Il doit estomper le conflit, le maintenir dans la limite de l'ordre. Ce pouvoir, né de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État. Pour maintenir l'ordre, il doit donc se munir d'une force publique. Elle ne se compose pas seulement d'hommes armés (police, armée), mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes (hôpitaux psychiatriques).

De plus, la mondialisation néolibérale, qui produit un marché de plus en plus concurrentiel, impose un État de plus en plus répressif. Pour survivre à cette économie, les bourgeoisies européennes n'ont pas d'autre choix que de revenir sur un certain nombre de nos acquis sociaux (retraite, sécurité sociale, éducation). L'État étant le jouet de la classe dominante,

D'ailleurs, les futurs projets de Villepin font froid dans le dos. Par exemple, le récent rapport Benisti (voir article).

Résistance !

Il n'y a que par la mobilisation des salariés et des jeunes que nous pourrions imposer d'autres choix sociaux. Il y a urgence à se mobiliser tous ensemble contre la politique du gouvernement CRS. Il faut donc continuer à construire un mouvement d'ensemble de la population pour défendre nos droits et nos libertés. Les résistances contre les lois liberticides se développent dans tout le pays. À nous de les pousser! Il faut élargir la mobilisation pour obtenir:

- L'abrogation des lois répressives (Loi sur la sécurité quotidienne, loi sur la sécurité intérieure, plan Vigipirate...)
- Dissolution des bacs, interdiction des Flash Balls!
- Du fric pour les fics et les lycées, pas pour les flics et l'armée!
- Pour un plan de développement du logement social et des services publics dans toutes les zones rurales et urbaines, de réels moyens éducatifs, la résorption du chômage et de la précarité.

Alex, [Marseille]

Cathy et Damien, [Metz]